



**AMBASSADE DE FRANCE AU CHILI
SERVICE ÉCONOMIQUE**

Le Conseiller Economique

Santiago du Chili, le 21 février 2018

Réalisée par : Marc Legouy, CSE

NOTE

Objet : Chili / Présentation du cabinet économique du gouvernement du Président Sébastien Piñera.

Le Président Piñera a nommé un « cabinet économique » de son futur gouvernement (entrée en fonction le 11 mars prochain) composé de spécialistes reconnus. Il marque le retour de l'expérimenté Felipe Larrain au finances, de Gloria Hutt aux transports et télécommunications et la nomination de Juan Andrés Fontaine, ex-ministre de l'économie lors du premier mandat présidentiel, aux travaux publics ; seul politique de l'équipe, l'ex député et sénateur Baldo Prokurica est nommé aux mines et une proche du prochain Président, Suzana Jimenez, à l'énergie.

Le futur président Piñera a nommé un cabinet économique (qui entrera en fonction le 11 mars 2018) formé essentiellement de proches et de spécialistes reconnus dans les fonctions concernées ; tous ont exercé des activités publiques ou privés dans leurs futurs domaines d'exercices.

1. Le retour de Felipe Larrain au ministère des finances.

60 ans, francophone et francophile, le ministre des finances du premier gouvernement de S Piñera (2010-2014) retrouvera ses fonctions le 11 mars prochain.

Spécialisé en macro-économie, F. Larrain a obtenu un diplôme d'économie de l'université La Catolica du Chili suivi d'un master et d'un Ph.D en économie de l'université d'Harvard aux Etats-Unis. Il a été, par la suite, professeur dans ces deux universités et a, notamment, coécrit avec Jeffrey Sachs un livre sur « *l'économie globale* ».

Il a été, au cours de sa carrière professionnelle, conseiller économique de différents gouvernements (Canada / Colombie / Mexique / Pérou / Costa Rica / Paraguay / ...), conseiller de la Cepal (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies), consultant de la Banque mondiale pour l'Europe de l'est, de la BID, du FMI et directeur du centre latino-américain des politiques économiques et sociales (Clapes) de l'université La Catolica du Chili (2014-2018).

Le ministre a été actionnaire d'une grande entreprise viticole du pays (Vina Quintay) et membre des conseils d'administration de différentes entreprises chiliennes (Antar Chile dans le gaz appartenant au groupe Angelini) et internationales (dont les filiales latino-américaines des groupes espagnols Banco Santander et Endesa dans l'électricité) ; **il était de 2014 à 2018 consultant Amérique latine de la Société Générale, fonction qui lui a permis de bien connaître les grandes entreprises (Engie / Suez / Vinci / EDF / ...) et le tissu économique français.**

Bien que politiquement indépendant, c'est un homme de confiance du Président Piñera dont il a coordonné les programmes économiques des campagnes présidentielles 2005, 2009 et 2017.

F. Larrain bénéficie d'une reconnaissance internationale dans les milieux économiques et multilatéraux.

Son premier mandat de ministre des finances a été marqué par un dynamisme de la croissance (+5,2% en 2010 / 6% en 2011 / 5,6% en 2012 / 4,1% en 2013), la création d'emplois (900.000 postes) et un programme dynamique d'investissements publics et privés.

Il a annoncé comme axes prioritaires de sa future politique économique une croissance autour de 3,5% sur les deux prochains exercices (2018 et 2019) et 4% à la fin du mandat présidentiel (contre 1,6% en 2016 et 1,7% en 2017 sous le gouvernement Bachelet) grâce à l'adoption immédiate de réductions d'impôts pour les entreprises (baisse de

l'impôt sur les sociétés de 27 à 24%), la relance des investissements publics (objectif de 6/7% du PIB dès 2018 contre -2,5% en 2017). Il a également pour objectif le rétablissement des finances publiques avec la réduction des dépenses de l'Etat, le gel des embauches des fonctionnaires afin de stabiliser puis baisser le déficit public (2,9% en 2016 contre 0,5% du PIB à l'issue du dernier mandat de S. Piñera), et inverser, à terme, la tendance à la hausse de la dette publique (24 % en 2017 contre 13% en 2013).

1. Jose Ramon Valente, un expert reconnu au ministère de l'économie.

Le nouveau ministre de l'économie aura à sa charge dans le futur gouvernement les secteurs de l'économie mais aussi de la pêche et du tourisme.

55 ans, diplômé en économie de l'université du Chili et détenteur d'un MBA en économie de l'université de Chicago, professeur universitaire dans sa spécialité dans les universités chiliennes, il était le fondateur et le directeur général du cabinet de conseil Ecoconsult, spécialisé et reconnu sur les sujets investissements et économie de l'entreprise.

Le futur ministre de l'économie a notamment conseillé des entreprises internationales du secteur de la pêche ayant des activités au Chili (l'espagnol Pescamar, le norvégien Marine Hardwest ou le canadien Cooke Aquaculture) et a été membre de différents conseils d'administration dans la construction (Cementos Bio Bio présent au Chili et au Pérou), la santé (mutuelle Banmedica et assureur Penta Vida), l'industrie laitière (Soprole), mais aussi de filiales de groupe internationaux (l'espagnol Telefonica Chile et l'anglo-canadien Transelec Chile, leader local dans la transmission électrique).

Bien qu'indépendant politiquement, il est proche de S Piñera dont il a co-animé le programme économique de la dernière campagne présidentielle (*avec F. Larrain et J-A. Fontaine*).

Il a annoncé comme axes prioritaires de sa future politique la mise en place des 30 mesures de libéralisation de la croissance de l'agenda pour « un nouvel élan productif » annoncé par le candidat Piñera lors de la dernière campagne présidentielle, autour d'orientations favorisant l'investissement et l'entrepreneuriat (mécanismes d'incitation, raccourcissement et transparence des circuits de décisions publiques, modernisation et simplification des réglementations, soutien au financement des PME, ...), et un renforcement des mécanismes de protection de la libre concurrence et des consommateurs. Il est souhaité également améliorer la compétitivité et la productivité de l'économie chilienne.

JR Valente souhaite lancer un programme de facilitation et de développement des investissements publics et privés ; il a identifié près de 180 projets d'investissements représentant un montant de l'ordre de 70 milliards USD sur les 4 prochaines années (il souhaite notamment réétudier le projet minier Dominga de 2 milliards USD rejeté fin 2017 par le gouvernement Bachelet). Il prévoit de dynamiser le secteur de la pêche (majeur dans l'économie chilienne en étant, entre autres, le second producteur mondial de saumons), notamment par l'adoption d'une nouvelle loi favorable aux industriels de ce domaine. Il souhaite, également, réformer le code d'utilisation de l'eau pour sécuriser la ressource et rendre plus souple son utilisation par les entreprises.

3. Juan Andrés Fontaine, un proche du cercle économique au ministère des travaux publics.

A 63 ans, l'ex-ministre de l'économie de 2010 à 2011 lors du 1^{er} mandat de S Piñera est, cette fois, nommé ministre des travaux publics.

Juan Andrés Fontaine est diplômé en macroéconomie et marché du travail de l'université La Catolica du Chili et titulaire d'un master en économie de l'université de Chicago ; il a été professeur en économie dans les universités La Catolica du Chili et UCLA de Los Angeles.

Il a travaillé à la direction des études de la Banque centrale du Chili avant d'ouvrir son propre cabinet de conseil en entreprise (Fontaine Conseil). Il a été membre de conseils d'administration de la Bourse de Santiago, du groupe minier, industriel et bancaire (Banco Chile) Luksic (qui est, notamment, **l'actionnaire de référence du câblage français Nexans présent dans 40 pays, dont 17 sites industriels et de R&D en France avec 2.800 employés dans l'hexagone**), du groupe minier Sidgo Koopers (de la famille Errazuriz, **le second investisseur chilien en France via le rachat la société Davey Bickford, leader mondial de la production de détonateurs pour les explosifs, avec 580 employés dans l'Yonne**), de l'entreprise locale de construction Besalco (appartenant à la grande famille

Bezanilla-Saavedra) et des filiales au Chili des groupes espagnols Banco Santander et Endesa dans l'électricité (*dans ces deux derniers cas en compagnie de Felipe Larrain, futur ministre des finances*).

Indépendant politiquement, il est proche de S/ Piñera dont il a co-animé les programmes économiques des dernières campagnes présidentielles de 2009 et 2017 (avec F Larrain et JR Valente).

JA Fontaine sera en charge du sujet crucial des infrastructures publiques pour le futur gouvernement, avec la volonté de susciter des partenariats publics-privés via un nouveau développement de concessions sans apports budgétaires de l'Etat. Il aura notamment en charge d'accompagner les projets de concessions aéroportuaires, dont celle de Santiago (octroyée au consortium français ADP-Vinci Airport), et le développement des infrastructures ferroviaires et, notamment, du métro de Santiago (lancement de deux nouvelles lignes en 2018 et 2019).

4. Baldo Prokurica, un élu politique de la principale région minière au ministère des mines.

A 60 ans, l'ex député et sénateur de la région minière d'Atacama est nommé au poste crucial pour le pays de ministre des mines.

Ayant fait la fin de ses études scolaires au lycée italien de Santiago, il a obtenu un diplôme de droit de l'université La Catolica du Chili d'où il sort avocat. Il a été professeur de droit à l'université d'Atacama à Antofagasta (nord du pays) où il a débuté très vite une carrière politique. Il a été nommé sous-préfet de la région d'Atacama (1987) puis gouverneur de la région de Huasco (tous deux dans le nord du pays / 1988-1989).

Il est élu à trois reprises député (1989 / 1993 / 1997) puis deux fois sénateur (2001 / 2010) de la région d'Atacama, cœur du secteur minier chilien. Il a été notamment membre des commissions des mines et de l'énergie de la Chambre des députés et du Sénat (et même président du Sénat de 2004 à 2006) ; il a reçu en 1996 le titre de « *meilleur parlementaire s'intéressant au secteur minier* » de la part de l'association chilienne des acteurs miniers (Sonami).

Le futur ministre est actionnaire de sociétés agricoles familiales dans le nord du pays.

Chef de parti dans les deux assemblées et vice-président du parti de droite « Renovacion Nacional » (RN), c'est un allié politique du Président Piñera.

Il a annoncé son souhait de redynamiser les investissements miniers, de relancer le développement de l'entreprise publique minière Codelco, notamment via des projets en concession avec des acteurs privés, et de reformer le code de l'eau au bénéfice des acteurs miniers.

5. Le retour de Gloria Hutt au ministère des transports et télécommunications.

63 ans, déjà vice-ministre des transports lors du 1^{er} mandat de S. Piñera (2010-2014), Gloria Hutt accède aux fonctions de ministre des transports et des télécommunications, en charge de ces deux secteurs clés mais aussi des sujets aériens, spatiaux et de ville durable en général.

Ingénieure civile des universités La Catolica au Chili et de Brasilia au Brésil, avec mention « systèmes de transports », elle est également diplômée dans cette spécialité de l'université de Georgetown à Washington.

La future ministre a fait une carrière de consultante en transports (planification, analyse trafic, projets de concessions) auprès de différents gouvernements (Chili / Pérou / Brésil / Colombie / Mexique / ...) et a également été directrice régionale Amérique latine du cabinet britannique Sterr Davies Gleave (2014-2018) et directrice du complexe portuaire de Mejillones (nord du pays, depuis 2015). Elle a également siégé au conseil d'administration de la plus grande entreprise de transports interurbains du Chili (Turbus).

Membre du petit parti de centre droit Evopoli, c'est une proche du Président Piñera. Elle a été une des coordinatrices du programme « infrastructures et villes » de la dernière campagne du candidat.

Elle a émis des critiques sur l'organisation du système de transports urbain « Transantiago » de la capitale chilienne et sera en charge du développement d'un réseau national et international de fibre optique (avec notamment le projet de connexion de câble sous-marin Chili-Chine pouvant passer par la Polynésie française) et, côté civil, du projet d'achat d'un nouveau satellite chilien d'observation.

6. Suzana Jimenez, une proche du président au ministère de l'énergie.

A 48 ans, la futur ministre de l'énergie a plutôt un profil économique en ayant obtenu une maîtrise dans cette matière de l'université La Catolica du Chili ainsi qu'un MBA en affaires internationales de l'université de New York.

Professeur universitaire spécialisée en économie (sur les thèmes de la concurrence, la théorie monétaire et la microéconomie), elle a été économiste à la Banque centrale du Chili, conseillère économique auprès de l'ambassade du Chili aux Etats Unis, consultante dans les cabinets Ecoconsult (*du futur ministre de l'économie*) et Fontaine (*du futur ministre des travaux public*) mais aussi directrice de la société chilienne des politiques publiques et **membre du conseil consultatif de la commission nationale de l'énergie** (CNE, jusqu'en 2018).

Sans appartenance politique, c'est une proche du Président Piñera pour lequel elle a contribué à son programme énergie lors de la dernière campagne présidentielle.

La future ministre a annoncé vouloir continuer « l'agenda énergétique » du gouvernement Bachelet lancé en 2014 mais avec des objectifs plus ambitieux d'orientation vers une transition énergétique complète (100% d'énergie renouvelable et des transports publics totalement électriques en 2040). Elle a également comme priorité le développement du réseau de transmission électrique chilien.

Compte tenu du rôle stratégique joué par les entreprises françaises (Engie, EDF et Total Solaire, notamment) au Chili dans la transition énergétique de ce pays (avec 42% des capacités d'ERNC installées), S Jimenez sera une interlocutrice importante pour nos acteurs économiques.

Commentaires :

La nomination de ministres spécialistes et proches du monde de l'entreprise **a été particulièrement bien accueillie par les milieux des affaires et les investisseurs internationaux.**

Le Président Piñera a choisi de s'entourer de soutiens proches dans lesquels il a une forte confiance pour mener à bien la première priorité affranchée de son programme de campagne, la relance de l'économie chilienne par un retour à une croissance durable et une reprise des investissements privés.